

BANQUET SOCIAL

Un an. 42 fr.
Six mois. 6
Trois mois. 3

Journal du XII^e Arrondissement.

Tout ce qui concerne la Rédaction ou les Annonces doit être adressé franco au bureau du Journal, place MAUBERT, 9.

Sommaire : Physiologies sociales. III. Les Pessimistes.—Secours à la Pologne! — Le Communisme. — XII^e arrondissement. — Actes officiels du gouvernement provisoire. — Révolution européenne. — Faits divers. — Adresse de la société d'émancipation.

Paris, 3 avril.

Physiologies sociales.

III.

LES PESSIMISTES.

— Prenons garde! L'horizon s'obscurcit... L'orage approche... Notre position n'est pas sûre... Nous marchons en aveugles au bord d'un abîme... L'ombre cache des complots... Tout va mal, prenons garde!

Voilà ce que répètent, chaque jour, du matin au soir, des hommes désœuvrés et peureux qui, pour se rassurer, cherchent à faire peur aux autres. Tout ce qui arrive leur paraît mauvais présage. Une manifestation pacifique marche-t-elle vers l'Hôtel-de-Ville au son du tambour, bannières déployées, ils vont, dans un autre quartier, dire, à qui veut les entendre, qu'une émeute grave se prépare. Quelques coups de fusils tirés en l'air autour d'un arbre de la Liberté pour inaugurer sa plantation les font pâlir... ils prennent la fuite; et, une heure après, ou s'imaginent follement, où ils viennent de parler, qu'une bataille est engagée dans une rue éloignée. L'explosion d'un pétard grossit à leurs oreilles jusqu'à prendre les proportions colossales d'un coup de canon. A les croire, un volcan prêt à lancer des flammes bouillonne sous nos pieds.

Tout ce qui existe les épouvante; la confusion de leurs idées leur fait redouter jusqu'aux hommes et aux faits qui devraient consolider leur esprit et l'emplir de confiance. Ils craignent le peuple, la bourgeoisie, le Gouvernement provisoire, la garde nationale, l'armée, la garde mobile, les corporations d'ouvriers, tout en un mot jusqu'aux processions de femmes inoffensives qui vont porter leurs réclamations au Luxembourg.

Ecoutez-les un peu, vous les entendrez vingt fois dans une heure donner à leurs alarmes des motifs entièrement opposés.

Ici l'on conspire sourdement pour ramener la Régence; là, des légitimistes veulent faire un effort en faveur du compte de Chambord; plus loin des buveurs de sang préparent des listes de proscription et songent à dominer dans peu de jours par la terreur.

Quelle sera demain la force du Gouvernement en France? Demandez-le aux pessimistes; l'énumération qu'ils vous feront des opinions qui s'agitent vous jettera à la fois frayeur et perplexité.

Monarchie absolue, monarchie constitutionnelle, dictature, anarchie, ils voient tout possible hors ce qui doit être, ce qui est, la République, c'est-à-dire le sage Gouvernement de tous par tous, le seul qui renferme dans son essence, la grande règle du bonheur des hommes en leur donnant à tous sans distinction, sans préférence, le triple droit d'être libres, égaux frères.

Telle est la première variété des pessimistes que nous désignerions volontiers par le nom de *trembleurs*.

Ces hommes sont dangereux, parce que leurs folies mensongères à force d'être répétées, prennent souvent de la consistance, et finissent aux yeux d'un vulgaire crédule par avoir un faux air de vérité.

Mais comme ils sont en même temps ridicules, l'effet de leurs alarmantes clameurs n'est pas toujours aussi pernicieux qu'il pourrait l'être.

Il est une seconde espèce de pessimistes beaucoup plus à craindre : ils ne tremblent pas ceux-là, ils luttent; leurs dents aiguës cherchent à mordre tous les actes du gouvernement, et les hommes placés momentanément au timon des affaires. Ils sont agités par une fièvre de critique incessante : ce ne sont plus des pessimistes poltrons, mais des pessimistes *frondeurs*.

Leur arme favorite est le sophisme; ils le manient avec une habileté sans pareille... ils s'en servent énergiquement pour sonner à larges volées le tocsin d'alarmes, Or, bien des esprits faibles, ignorants, se laissent facile-

ment abuser par la souplesse du sophisme; son éclat brillant les frappe, les éblouit, ils prennent fréquemment pour de l'or ce qui n'est qu'oripeaux et cliquant de la pensée.

Ces pessimistes frondeurs sont le plus souvent des mécontents qui n'ont pas pu trouver un os à ronger le jour de la curée. Leur ambition déçue s'est irritée; des idées de vengeance leur sont venues contre un gouvernement qui avait eu le tort de ne pas remarquer leur mérite, et pour exécuter cette vengeance, ils se sont pris à calomnier la République qu'ils adoraient à genoux la veille.

Ils s'en vont à présent criant par-dessus les toits qu'une réaction deviendra nécessaire; ils flattent le peuple, qu'ils voudraient pousser, à leur profit, dans l'ornière de la contre-révolution... Ils cherchent à irriter à coups d'épingles le lion endormi après sa victoire.

Les imprudents! Il est démuselé, ce lion superbe, et peut-être, au lieu de s'élancer contre les victimes qu'ils lui désignent, il se retournera contre eux et les broiera sous ses dents puissantes.

Ils nous disent de nous défier; c'est bien plutôt à nous de leur crier : Prenez garde, car le peuple vous connaît, il sait ce que vous valez, il sait que les calomnieux de la République sont de mauvais citoyens, et si jusqu'ici sa force n'a pas fait justice de vos dangereuses paroles, c'est par clémence.

Laissez donc dans l'oubli vos mesquines prétentions, vos étroites individualités... Cessez de vouloir diviser les forces du pays, et si le cœur vous manque pour le servir en soutenant la République qu'il a voulue, qu'il a choisie, ne l'attaquez pas, du moins taisez-vous.

On peut avoir pitié de la faiblesse du citoyen inutile; mais on n'a que du mépris pour le mauvais citoyen.

Georges OLIVIER.

Secours à la Pologne!

Varsovie est en cendres! fatale nouvelle qui nous parvenait il y a deux jours et que pas une parole officielle n'est venue démentir.

Varsovie est en cendres! les brûleurs du Czar ont de nouveau promené le ravage sur la malheureuse Pologne! Restera-t-elle donc seule esclave, quand toutes ses sœurs s'affranchissent, la nation sainte qui marchait toujours à l'avant-garde, quand la liberté combattait la tyrannie. Restera-t-elle écrasée sous les pieds de ses bourreaux, sans que de loin ou de près la France ne lui tende la main pour la relever.

Non, non, cela ne doit pas être.

Le peuple de France est avant tout le peuple chevaleresque qui ne peut voir souffrir le malheureux opprimé sans lui porter secours.

Le gouvernement provisoire est le dépositaire de la volonté de ce peuple; il saura, nous l'espérons, agir à propos, et remplir à temps le vœu unanime qui lui crie : Secours à la Pologne!

Mais du moins, en attendant qu'une détermination imposante soit prise à ce sujet, offrons tous à nos frères de la Vistule ce que nous pouvons leur offrir.

Ils sont pauvres, dénués de tout... ceux qui nous ont quitté naguères avaient pour toute richesse, leur courage et leur patriotisme. Il leur faut des armes... de l'argent!

Nous aussi nous sommes pauvres... mais nous ne sommes plus esclaves... Donnons-leur fraternellement l'obole qu'on donne à ceux qui souffrent, non comme une aumône, mais comme un faible à-compte sur la dette contractée par la France envers eux, pour les flots de sang qu'ils ont perdus en défendant son drapeau.

A partir d'aujourd'hui 4 avril, une souscription est ouverte dans les bureaux du BANQUET SOCIAL, au profit de l'insurrection polonaise. Nous publierons chaque jour la liste des souscripteurs et le chiffre de leurs offrandes fraternelles. Les bureaux seront ouverts tous les jours pour les recevoir de onze heures à trois heures.

Nous avons déjà nettement déclaré que nous ne sommes pas communistes.

Nous avons dit que le nivellement des fortunes à un

taux uniforme nous paraît un principe faux, inapplicable.

Nous le répétons encore puisque certains de nos lecteurs s'obstinent à nous classer dans une opinion que nous rejetons de toutes nos forces.

Ce n'est pas inconsidérément ou pour nous rallier des adhésions que nous avons écrit dans notre déclaration de principes la ligne suivante : *Respect souverain de la propriété!*

Nous l'avons écrit, comme tout ce que nous écrivons avec foi, et conscience. Aucune considération d'intérêt ou de personnes n'a jamais fait dévier notre plume de la ligne politique et sociale que nos convictions profondément réfléchies lui ont tracées, et nous la briserions plutôt que d'agir autrement.

Toutes les opinions sont libres et respectables : que les nôtres ne soient pas acceptées de tous, cela est dans l'ordre naturel, puisque nous combattons nous-mêmes certains principes; mais du moins nous demandons et c'est notre droit, bien ne qu'on veuille pas nous attribuer celle des autres.

C'est probablement à propos de l'organisation du travail qu'on a mal compris ou mal interprété notre pensée. Ce que nous disions était cependant clair et explicite.

Nous proposons pour formule de cette organisation : L'association libre des intérêts avec répartition proportionnelle au capital, au travail et au talent.

Est-ce là du communisme? Non assurément.

Nous demandons l'association, mais nous la demandons libre. Le communisme veut y soumettre tous les hommes.

Nous demandons la répartition, mais nous la demandons proportionnelle et non égale, uniforme pour tous, comme le communisme.

Nous reconnaissons l'existence du capital, puisque nous lui attribuons une part proportionnelle aussi bien qu'au travail et au talent. Or, le communisme veut l'anéantissement du capital par son partage égal entre tous les hommes!

Nous voulons que dans une société de travailleurs, celui qui travaille plus, reçoive plus dans la répartition des bénéfices, nous voulons que le talent obtienne également sa juste récompense par un salaire supérieur à celui de l'incapacité. Est-ce là du communisme?

Nous espérons qu'après ces loyales explications, on ne nous rangera plus parmi les adeptes d'une doctrine sociale que nous avons étudiée, il est vrai, mais que nous avons rejetée précisément, parce que l'étude nous en a montré les conséquences.

G. O.

XII^e Arrondissement.

— Voici la circulaire adressée aux électeurs du département de la Seine par le citoyen Louis Delmas, élève de l'Ecole polytechnique, qui se porte candidat à la représentation nationale :

« Citoyens,

« La liberté est impossible sans la République; la République a d'ailleurs été proclamée sur les barricades par le peuple victorieux; si vous m'honoriez de vos suffrages, je combattrais par tous les moyens toutes les propositions qui tendraient à altérer la forme républicaine dans le gouvernement.

« L'égalité, c'est le droit pour chaque citoyen de participer à l'exercice de la souveraineté nationale, et ce droit doit être le même pour tous. J'entends par fraternité, l'union sincère de tous les citoyens entre eux, leur assistance mutuelle pour que le bien-être de chacun s'accroisse. Empêcher qu'une classe de citoyens prédomine sur une autre, améliorer la position des travailleurs, serait ma règle de conduite.

« Je n'ai d'autres antécédents à vous offrir que la conduite des élèves de l'Ecole polytechnique aux buttes de Chaumont, en 1850, et pendant nos immortelles journées de février. J'étais connu parmi mes camarades pour mes opinions démocratiques, j'ai combattu avec vous dans notre dernière révolution. A défaut de l'expérience que ne comporte pas mon âge, je vous offre un cœur dévoué et un amour ardent du pays.

LOUIS DELMAS,

Elève à l'Ecole polytechnique.

— Banquet historique du XII^e. Nous avions omis

hier dans la liste des commissaires les noms des citoyens Berthaud et Philippe.

— Voici les principales questions que nous nous proposons de traiter, en vue de l'intérêt local :

Etudes municipales ;
Questions de voirie ;
La franc-maçonnerie au XII^e arrondissement ;
Usines ; — manufactures ; — entrepôt des vins ;
Etudes historiques et archéologiques sur les monuments et les rues du XII^e arrondissement.

Nous publierons très-prochainement, en feuillets, l'Histoire politique du XII^e arrondissement, depuis 1850. Nous faisons appel à tous les citoyens pour nous transmettre les documents relatifs à cette histoire, ainsi que ceux qui concernent tous les intérêts actuels de localité.

Actes officiels du Gouvernement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire.

Voulant donner un témoignage éclatant de la reconnaissance nationale aux familles des citoyens qui ont versé leur sang pour la liberté pendant les glorieuses journées de février 1848.

Décrète :

Tout Français qui, en combattant pour la liberté dans les journées de février 1848, est mort ou a reçu des blessures qui le rendent incapable de servir dans l'armée, donnera droit, pour son frère ou celui de ses frères qui serait appelé par la loi de recrutement, à l'exemption accordée par l'art. 13, paragraphe 7 de la loi du 21 mars 1832 à celui dont le frère est mort en activité de service ou a été admis à la retraite pour blessures reçues dans un service commandé.

— Le Gouvernement provisoire,

Vu la loi du 21 mars 1832 sur le recrutement de l'armée ;
Vu la loi du 27 juin dernier, portant qu'il sera fait un appel de 80,000 hommes sur la classe de 1847 ;

Vu l'ordonnance du 8 novembre 1847, qui détermine que les tirages au sort de ladite classe auront lieu pendant le mois de mars courant.

Dit qu'il y a urgence et arrête les dispositions suivantes :
Art. 1^{er}. Un conseil spécial de recrutement est institué au chef-lieu de chaque arrondissement pour statuer sur les cas d'exemption et sur la validité des jeunes gens formant le contingent de 1847.

Ce conseil se composera :

1^o D'un officier général ou supérieur ;
2^o Du commandant du dépôt de recrutement ou d'un officier de gendarmerie ;
3^o D'un membre du conseil général ou d'arrondissement, président.

Un membre de l'intendance militaire ou, à défaut, un officier désigné par le général commandant le département, remplira les fonctions de commissaire du gouvernement.

Le conseil sera assisté d'officiers de santé militaires ou, à défaut, de médecins ou chirurgiens civils.

Art. 2. Les opérations des conseils de recrutement commenceront du 5 au 8 avril prochain et seront closes le 15 du même mois.

Les listes cantonales seront arrêtées à cette époque par les conseils de recrutement et immédiatement transmises au commissaire du département, pour être centralisées par lui et remises au général commandant le département.

Art. 3. La mise en activité des jeunes soldats compris sur les listes cantonales pourra avoir lieu, d'après les ordres du ministre de la guerre et suivant la répartition par corps qui aura été arrêtée, à partir du 1^{er} mai.

Art. 4. Toutes dispositions contraires à celles contenues dans le présent décret, et applicables transitoirement à la classe de 1847, sont abrogées.

— Le Gouvernement provisoire.

Vu l'article 9 de l'instruction du 12 mars 1848, concernant l'exécution en Algérie du décret du 5 du même mois ;

Vu le décret du 23 mars, qui fixe au 23 avril les élections des représentants du peuple ;

Arrête :

Dans toute l'Algérie, les listes électorales devront être closes, au plus tard, le 20 avril prochain.

Toute liste qui aurait été close avant la notification du présent décret sera rouverte jusqu'à l'expiration du délai fixé ci-dessus.

Le dépôt des listes dans les mairies ou dans les établissements qui en tiennent lieu, ainsi que les rectifications qu'elles peuvent comporter, seront opérés conformément à l'article 9 de l'instruction du 12 mars courant.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Le ministre au département de l'agriculture et du commerce.

Considérant que, d'une part, l'enseignement donné dans les écoles vétérinaires est insuffisant, tant pour ce qui concerne le traitement des espèces bovinas et ovines, que pour les études agricoles, et qu'ainsi il y a lieu de le compléter sous ce double rapport :

Que, d'autre part, en ce qui tient à l'exercice de la médecine vétérinaire, les ordonnances et règlements actuellement en vigueur ne renferment pas de dispositions qui permettent de s'opposer à ce que les empiriques traitent les animaux malades et s'attribuent le titre de vétérinaire ;

Qu'il est indispensable de rechercher sans retard les moyens de remédier à un tel état de choses aussi nuisible à l'agriculture qu'aux progrès de l'art vétérinaire.

Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Une commission chargée d'examiner les mesures qu'il y aurait à prendre dans le double but de compléter l'enseignement dans les écoles nationales vétérinaires, et de réglementer l'exercice de la médecine vétérinaire, est instituée.

Art. 2. Cette commission sera composée ainsi qu'il suit :
Les citoyens Boulland, doyen de la faculté de médecine de Paris ; Boussingault, Rayer, membres de la section rurale et art vétérinaire à l'Académie des sciences ; Thierry, docteur en médecine ; Yvart, inspecteur général des écoles vétérinaires ; Renault, directeur de l'école vétérinaire d'Alfort ; Prince, directeur de l'école vétérinaire de Toulouse ; Bouley, Delafond, Magne, professeurs à l'école vétérinaire d'Alfort ; Huzard, vétérinaire, membre du bureau de la société nationale et centrale d'agriculture ; Bouley jeune, Barthélemy aîné, Crépion, Leblanc, vétérinaires à Paris ; Riquet, Laborde, vétérinaires militaires principaux.

Paris, le 29 mars 1848.

BETHMONT.

COMMISSION DES RÉCOMPENSES NATIONALES.

AVIS IMPORTANT.

Le nombre considérable de citoyens qui viennent à la commission des récompenses nationales remettre personnellement leur demande, souvent même la faire de vive voix, réclamer une réponse, offrir des explications, etc., etc., entrave complètement les travaux de la commission, de sorte que les demandes s'accumulent et ne s'expédient pas.

Dans l'intérêt même des citoyens, la commission croit devoir porter à leur connaissance les informations suivantes :

1^o La commission ne recevra les citoyens qui auraient quelques réclamations à faire, que les lundis et mercredis, de neuf heures à midi.

2^o La commission s'occupe avant tout et exclusivement d'abord des blessés, des veuves et parents des morts de février, puis des citoyens qui ont pris une part authentique et sérieuse aux événements compris entre décembre 1830 et février 1848.

Les demandes doivent être faites par écrit, et déposées purement et simplement dans une boîte préparée à cet effet au Luxembourg.

3^o La commission répondra à toutes les demandes ; les citoyens devront attendre cette réponse.

Ceux que la commission jugera nécessaire d'entendre seront invités à se présenter devant elle.

Les mesures qui précèdent seront rigoureusement observées, parce que cela est dans l'intérêt de tout le monde.

Paris, le 31 mars 1848.

Le président, membre du Gouvernement provisoire.

ALBERT.

Le vice-président, GRANDMÉNIL.

Le secrétaire, CH. ROUGENAT.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE.

Le comptoir national d'escompte, a commencé ses opérations le 20 mars.

En onze jours, 22,281 effets sur Paris ou sur les villes dans lesquelles il y a un comptoir de la Banque de France, s'élevant à 11,145,523 francs, ont été admis à l'escompte. Ils ont été présentés par 4,070 industriels ou commerçants.

7,806 effets sur la province, présentés par 520 commerçants, ont été déposés à l'encaissement pour la somme de 2,256,644 fr.

Dans la seule journée du 30 mars, plus de 1,200 personnes ont été admises à l'escompte pour une somme de près de deux millions de francs.

Le nombre des actions souscrites, sans y comprendre le montant de la retenue de 5 pour 0/0, destinés à compléter le capital, s'élève à 6,267, soit 3,331,500 fr.

MUSÉE NATIONAL DU LOUVRE.

L'Exposition du Louvre sera fermée à partir du dimanche 16 avril inclusivement, pour un remaniement dans le placement des ouvrages.

L'administration tient à la disposition des artistes un livre où seront reçues toutes leurs observations ; ce livre sera mis sous les yeux de la commission chargée du placement.

Le jour de la réouverture de l'Exposition sera publié par la voie des journaux.

Paris, le 31 mars 1848.

Le directeur général des musées nationaux, JEANKRON.

AVIS AU PUBLIC.

Le nombre des lettres, des journaux et des imprimés de toutes sortes relatifs aux élections, augmente dans une proportion tellement considérable, que bientôt l'expédition des courriers et leur départ par les chemins de fer à heure fixe deviendront impossibles, si les citoyens ne se prêtent pas à la stricte exécution des règlements qui ont fixé l'heure à laquelle les journaux et imprimés doivent être remis à l'hôtel des postes pour le départ du jour.

Les journaux, brochures et imprimés de toute nature doivent être présentés à l'affranchissement avant une heure de l'après-midi. Cette précaution est d'absolue nécessité pour que les imprimés puissent être affranchis, triés et préparés avant cinq heures, heure à laquelle se font les dernières levées de boîtes pour l'expédition des lettres à destination des départements.

Le commerce de Paris a contracté l'habitude d'attendre à la dernière heure pour déposer à la fois toutes ses correspondances à la poste. Il en résulte que des masses considérables de lettres, provenant des dernières levées, doivent être travaillées avec une célérité qui pourrait entraîner des erreurs. Il serait à désirer que les citoyens pussent faire jeter successivement à la boîte, et sans attendre au dernier moment, celles de leurs lettres qui ont pu être préparées dans le courant de la journée.

Le directeur général des postes prie ses concitoyens de

l'aider, chacun en ce qui le concerne, à assurer au service des postes la régularité et la rapidité si nécessaires à tous, et de faciliter ainsi à l'administration l'accomplissement de la tâche qui lui est confiée.

Paris, le 1^{er} avril 1848.

Le directeur général des postes, ETIENNE ARAGO.

COMMISSION DU GOUVERNEMENT POUR LES TRAVAILLEURS.

Loin d'user de son influence pour dicter des lois aux patrons ou entrepreneurs, la commission du Luxembourg ne s'en sert que pour résoudre les difficultés par des arrangements amiables. Les chefs d'ateliers savent mieux que personne si la commission procède par l'arbitraire ; mieux que personne ils sont en état d'apprécier les services que la commission a déjà rendus à l'industrie, et beaucoup d'entre eux sont bien convaincus que l'intervention conciliatrice de cette commission est aujourd'hui une des garanties les plus efficaces de la tranquillité de la capitale.

Chaque jour amène une conciliation nouvelle. Hier, la commission a mis fin au différend qui existait entre les patrons et les ouvriers de l'industrie des papiers peints, et aujourd'hui le travail a repris dans tous les ateliers de Paris. Nous donnons ici le texte de la convention qui a été signée, séance tenante, entre les six délégués représentant les intérêts opposés, et nous signalons un curieux incident qui fait le plus grand honneur à la générosité des sentiments des deux parties.

Quand il s'est agi de la nomination du président des deux comités des douze, un délégué des ouvriers a proposé de choisir ce président parmi les patrons, et de le faire désigner par les représentants des ouvriers.

Les délégués des fabricants, à leur tour, ne voulant pas que la majorité fût acquise aux patrons, ont aussitôt repoussé cette offre délicate, en demandant que le président fût pris parmi les personnes complètement désintéressées.

Alors, les ouvriers et les maîtres ont spontanément déferé la présidence au secrétaire même de la commission, qui s'est refusé, tout en exprimant ses remerciements sincères pour ce témoignage de confiance, et qui a lui-même proposé de laisser au comité le soin de désigner le président. Il a seulement consenti à ce que la commission intervint pour déterminer le choix, dans le cas où les parties ne pourraient parvenir à s'entendre.

Voici le procès-verbal de cette séance :

« Entre les délégués des patrons et des ouvriers de l'industrie des papiers peints, réunis au Luxembourg le 31 mars 1848, sous la présidence du secrétaire général de la commission du Gouvernement pour les travailleurs, il a été amiablement convenu à la satisfaction de toutes les parties :

« Il sera nommé une commission chargée de préparer les bases d'une conciliation à opérer entre les ouvriers et les patrons.

« Cette commission sera composée de six délégués des patrons et de six délégués des ouvriers. Cette commission choisira, en dehors de son sein, un président qui aura droit de vote pour départager les avis et amener une décision.

« Si la commission des ouvriers et des patrons ne peut s'entendre pour le choix du président, ce président sera désigné par la commission du Luxembourg, ainsi que les délégués présents l'ont demandé.

« La commission des douze membres dont il vient d'être parlé préparera les bases d'un tarif pour le prix des façons et des salaires, et aura à proposer toutes les mesures qu'elle jugera avantageuses dans l'intérêt des patrons et des ouvriers.

« Sa mission spéciale sera d'amener la conciliation amiable de tous les intérêts différents, et de mettre fin à tous les dissentiments qui existent entre les patrons et les ouvriers.

« Approuvé par les six délégués présents. »

(Suivent les signatures.)

Enfin, aujourd'hui même, une autre conciliation a eu lieu entre les maîtres et les ouvriers paveurs, représentés par leurs délégués.

Les maîtres paveurs avaient écrit à la commission qu'ils acceptaient d'avance tout ce qu'elle croirait devoir faire. Mais la commission n'a point voulu user de ce plein pouvoir donné par écrit ; elle a appelé les délégués des deux parties, qui se sont entendus à l'amiable et qui ont signé d'un commun accord le traité dont ils ont eux-mêmes précisé les termes et les conditions.

(Moniteur.)

La circulaire suivante vient d'être adressée par le maire de Paris aux maires des douze arrondissements :

Paris, le 2 avril 1848.

Citoyen maire,

Vous avez vu, par la proclamation du Gouvernement provisoire, qu'il interdit toutes ces manifestations bruyantes qui, en se répétant, excitent des inquiétudes et prolongent ainsi la crise dont le travail et le crédit ont tant à souffrir.

Malgré les avertissements du Gouvernement provisoire, ce soir encore on a tiré des feux d'artifice, des pétards, allumé des lanternes et causé de nombreux rassemblements.

De tels désordres ne peuvent pas durer. Les mauvais citoyens qui résistent aux avis doivent sentir le poids de l'autorité. La tranquillité de Paris ne saurait être plus longtemps à la merci de quelques hommes suspects qui saisissent tous les prétextes pour empêcher le calme de renaître et qui semblent vouloir jeter un défi à la modération du peuple, et de ceux qu'il a élus pour exercer temporairement le pouvoir.

Je vous invite, citoyen maire, à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire cesser, dans votre arrondissement, les troubles que je vous signale. Vous aurez le soin de commander immédiatement et jusqu'à nouvel ordre, pour le soir, un nombre de gardes nationaux suffisant pour commencer les patrouilles à l'entrée de la nuit. Ces patrouilles parcourront tous les quartiers : elles arrêteront et conduiront à la préfecture de police tout individu qui voudrait forcer les citoyens à illuminer, qui tirerait des pétards, qui, par tout autre moyen, troublerait la paix publique.

service
tous, et
t de la

AGO.

EURS.

ux pa-
burg ne
range-
ne per-
eux que
la com-
tre eux
de cette
us effi-
Hier, la
les pa-
et au-
e Paris.
ignée,
es inté-
qui fait
us des
es deux
gnier par

lant pas
epoussé
fût pris
t déferé
qui s'est
pour ce
de lais-
siblement
miner le
venir à

de l'in-
rg le 31
al de la
urs, il a
toutes les

préparer
ers et les

gués des
mission
ra droit
on.

ne peut
sera dé-
es dél-

nt d'être
ons et des
le jugera
ers.

amiable
s les dis-
riers.

a eu lieu
par leurs

ion qu'ils
ire. Mais
oir donné
es, qui se
mun ac-
mes et les
teur.)

le maire

843.

ment pro-
rnyantes
rrolongent
ouffrir.

isoire, ce
s, allumés
s.

uvais ci-
s de l'an-
ongtemps
ssent tous
qui sem-
ple, et de
avoir.

es mesu-
issement,
de com-
ur le soir,
encer les
recourront
la préfec-
itoyens à
e moyen,

Un détachement de la garde nationale mobile partagera ce service; les ordres les plus sévères seront donnés pour que le calme et la tranquillité soient maintenus, et que les contrevenants soient arrêtés et poursuivis conformément aux lois.

Vous voudrez bien me rendre compte des mesures que vous aurez prises, et vous assurer par vous-même ou par un de vos adjoints, de leur rigoureuse exécution.

Salut et fraternité.

Le membre du Gouvernement provisoire, maire de Paris,
ARMAND MARRAST.

Révolution Européenne.

ALLEMAGNE. — DIÈTE GERMANIQUE. — Extrait du protocole de la 26^e séance, tenue le 30 mars 1848. — Pour hâter l'élaboration des bases d'une nouvelle constitution fédérale, la diète germanique a déjà commencé les travaux préparatoires y relatifs, en s'adjoignant des hommes investis de la confiance publique.

Pour accélérer encore davantage cette importante affaire, la diète arrête :

Les gouvernements fédéraux seront invités à faire procéder dans toutes leurs provinces faisant partie du système des états allemands, et cela par les voies constitutionnelles existantes ou par d'autres à organiser immédiatement, à l'élection de représentants nationaux qui devront se réunir au siège de la diète dans le plus bref délai à fixer le plus promptement possible pour travailler à l'œuvre de la constitution allemande qui doit unir les gouvernements et le peuple.

Comme l'urgence des circonstances exige l'adoption provisoire d'un chiffre de la population d'après lequel devra se faire dans chaque état fédéral l'élection desdits représentants du peuple, il paraît convenable de prendre pour base les rapports existants fixés par la matricule de la diète, d'inviter les états fédéraux à élire un représentant sur 70,000 âmes de la population de chaque état fédéral et d'accorder aussi aux états qui n'ont pas une population de 70,000 âmes la faculté d'élire un représentant.

— On lit dans le *Journal de Francfort* :

L'assemblée préparatoire pour l'établissement d'un parlement national a commencé aujourd'hui. M. Mittermaier a été élu président, MM. Dahlmann, Itzstein, Jordan et Robert Blum ont été élus vice-présidents. MM. Bauer de Bamberg; Schwarzenberg, de Cassel; Wolfgang Muller, de Düsseldorf; Georges Warrentz, de Francfort S.-M.; Kierulf, de Rostock; Blaukenhorn, de Mulheim; Briegleb, de Cobourg, et Simon, de Breslau, ont été élus secrétaires.

Nous donnerons demain les détails de cette séance. Aujourd'hui, nous nous bornons à indiquer que la réunion s'est déclarée compétente pour établir une assemblée constituante, qu'elle a résolu d'admettre et d'effectuer l'incorporation des duchés de Schleswig et de Holstein, ainsi que des provinces de la Prusse orientale et occidentale, dans la confédération germanique, et de se prononcer le plus franchement et le plus énergiquement possible pour le rétablissement de la Cologne.

ITALIE. — Nous avons des nouvelles de Milan jusqu'au 29 mars.

A cette date, le maréchal Radetzky campait aux environs de Brescia, avec 14,000 à 15,000 hommes, dans une position critique. Les communications étaient coupées, les campagnes soulevées autour de lui, et l'armée sardaise lui barrait le passage.

Il venait d'entamer des négociations avec le Gouvernement provisoire de Milan pour l'échange des prisonniers.

Le soulèvement du Tyrol se confirme; tout le pays a envoyé son adhésion au Gouvernement provisoire, deux mille soldats lombards ont rejoint l'armée lombarde.

Le Gouvernement provisoire a ouvert un emprunt national de 24 millions de lire, qui ne portera pas d'intérêt.

— On écrit de Rome, le 24 :

Douze mille soldats partent pour la guerre sainte. Le grand Pontife les bénit. Le général Durando est à leur tête, Rome est dans la joie. Voici les paroles de Pie IX en bénissant les volontaires partis pour la Lombardie :

« Comme chef de l'Eglise, je suis en paix avec l'univers; mais, comme prince italien, j'ai le droit de défendre la patrie italienne. Je vous bénis. La cause que vous défendez est sainte; Dieu la fera triompher. Je vous bénis encore une fois. Combattez et triomphez au nom du Seigneur. »

— On lit dans le *Risorgimento*, publié à Turin :

Toute l'ambassade autrichienne a quitté Turin. Les ministres de Prusse et de Russie se disposent également à partir. On dit que cette retraite commune a été convenue avec l'ambassadeur d'Angleterre, qui pourtant reste parmi nous. Il n'est pas exact que cet ambassadeur ait fait des protestations et des menaces à l'occasion de l'entrée des troupes piémontaises en Lombardie.

Il a seulement fait des représentations contre cette mesure. On conçoit qu'en effet l'Angleterre voie avec peine l'affaiblissement de l'Autriche, qui fut toujours son alliée sur le continent dans les guerres contre la France. Mais aujourd'hui il n'est question ni de la guerre, ni de la France. La nationalité italienne, l'indépendance de l'Italie, voilà le seul but auquel nous tendons. »

— On lit dans l'*Organe des Flandres* :

Les attroupements se sont encore renouvelés (vendredi) à Gand; mais, nous avons hâte de le dire, la police a agi plus énergiquement qu'elle ne l'avait fait jusqu'ici. C'est encore à la place d'Armes que les rassemblements se sont formés, et vers huit heures, ils se sont dirigés du côté du marché aux Oiseaux, en criant : Vive la République ! Deux agents de police se sont jetés dans un groupe et ont arrêté un individu que la foule, nous dit-on, leur a repris.

Aussitôt les pompiers, précédés de commissaires de police et de la gendarmerie à cheval, sont arrivés et ont dispersés les groupes. Quelques individus ont été arrêtés aux environs du théâtre Minard et conduits au bureau de la per-

manence. Des rassemblements s'étant reformés, les commissaires de police ont ordonné à haute voix aux agents et aux pompiers de faire usage de leurs armes à la moindre tentative qui serait opérée pour délivrer les prisonniers. Cette attitude en a imposé à la foule, qui peu à peu s'est dissipée.

Au moment où les individus arrêtés se trouvaient à la Permanence, gardés par les pompiers, un nombre assez considérable d'élèves de l'Académie sont arrivés à la place de l'Hôtel-de-Ville, en chantant et en frappant sur leurs pupitres portatifs. Les pompiers se sont mis en devoir de les disperser, et deux ou trois ont été arrêtés et conduits devant le commissaire de police. Après quelques explications et après que procès-verbal en eut été dressé, ils ont été relâchés.

Un homme ivre a voulu plus tard désarmer le pompier placé devant le *Mammeloker*; il a été arrêté et mis en prison.

Hier, dans la journée, deux individus étrangers à la ville ont été arrêtés par la police.

Des chefs de fabriques et d'ateliers ont pris une mesure sévère à laquelle on ne saurait trop applaudir : ils ont sévèrement défendu à leurs ouvriers de se rendre à la place d'Armes et autres lieux où se forment des rassemblements.

— On nous écrit de Gand, samedi soir, dix heures :

Un bien triste accident est venu signaler la soirée. Un individu qui était sur la place de la Station, et criait : *Vive la République !* a été arrêté par un agent de police. Celui-ci demanda six hommes au poste de la station pour conduire le prisonnier à la Permanence. Arrivés dans la rue Digue de Brabant, les soldats furent attaqués par une foule assez nombreuse qui les assailla à coups de pierres. Ainsi entourés et ne sachant comment se défendre, les soldats se retournèrent et firent feu. Un homme a été tué, et deux autres blessés, dont l'un assez grièvement.

Voici, d'après d'autres renseignements, le récit exact de ce triste incident :

Hier, à sept heures du soir, la police ayant requis un sergent, un caporal et quatre hommes pour conduire à la Permanence un repris de justice qui avait été mis en état d'arrestation, ce détachement fut suivi par un attroupement nombreux qui voulait délivrer le prisonnier. Cet attroupement ayant assailli les militaires à coups de pierres, et voulant enlever le prisonnier, le sergent fit arrêter son détachement et le plaça en ligne.

Des soldats ayant été atteints par des pierres, le sergent mit en joue l'attroupement qui se ruait sur la faible troupe, fit feu, et un homme fut atteint. Le caporal tira également et tua un des émeutiers. L'attroupement se dispersa dans la plus grande frayeur. Après cet acte de rigueur, les rassemblements se sont dispersés et le restant de la soirée s'est passé dans le plus grand calme.

ESPAGNE. — Nous trouvons dans les journaux espagnols des détails sur l'insurrection qui a eu lieu à Madrid dans la nuit du 26 mars. Voici comment les choses sont racontées dans un supplément extraordinaire du *Faro*, du 27 :

Madrid a été, la nuit dernière, le théâtre de déplorable événements. Depuis le matin, le bruit courait que nous allions avoir une nouvelle tentative révolutionnaire. On voyait déjà quelques groupes sur les places Mayor, de la Cebada et du Progrès, et la Puerta del Sol était plus animée encore que d'habitude.

On disait cependant que le mouvement n'aurait pas lieu avant midi; et comme, d'ailleurs, on ne voyait aucun symptôme bien alarmant, la population de Madrid, poussée par la magnificence du temps, se répandit sur les promenades. Le Retiro, le Prado, la Fontaine-Castillane, Chambéri et la porte de Bilbao, étaient encombrés de promeneurs pacifiques.

A six heures du soir, au moment où tous les promeneurs rentraient tranquillement, on entendit des coups de fusil.

A l'instant, et au milieu de la confusion produite par les premières décharges, les insurgés se mirent à construire des barricades. Ceci se passait à l'entrée de la nuit.

A huit heures, le feu était bien nourri, surtout du côté des insurgés, la troupe ne faisant guère usage que de la baïonnette pour enlever les barricades.

La Puerta del Sol, la rue Saint-Gérôme, celle des Princes, le Prado et la place de la Cebada, sont les points qui ont été le plus énergiquement défendus, et où, par conséquent, ont eu lieu les plus grands malheurs. Dans la rue Saint-Gérôme, il y avait trois barricades, dont l'une fort élevée, et d'où les insurgés tiraient sur la troupe avec des tromblons, des carabines et des fusils.

Le combat avait à peine commencé, quand un bataillon de chasseurs est arrivé à la Puerta del Sol. Le capitaine Espana qui le commandait a été tué à la place de la Cebada, dans une charge contre les émeutiers.

Ceux qui défendaient les barricades des rues Saint-Gérôme et Ancha de Peligros, se replièrent sous le feu de la troupe, sur les barricades de la rue de la Visitation et du théâtre del Principe, où ils firent une énergique résistance.

Dans la rue de l'Arsenal, le général Narvaez, qui a passé toute la nuit à cheval, a fait un grand nombre de prisonniers.

La rue de Tolède et la place de la Cebada sont occupées par le régiment d'Amérique, et la Puerta del Sol gardée par quatre compagnies de chasseurs, une pièce de canon et un escadron du régiment du roi, offre l'aspect le plus imposant.

Le palais est défendu par de forts détachements de troupes de ligne.

Il vient d'arriver de Valence quelques renforts d'artillerie.

A minuit, la tranquillité était rétablie sur tous les points, excepté la rue du Prince, où les insurgés ont tenu jusqu'à une heure du matin.

Il y a eu des deux côtés un grand nombre de morts et de blessés.

On a fait plus de deux cents arrestations.

Le conseil des ministres est réuni.

Le *Heraldo*, dans sa dernière édition, renferme les nouvelles suivantes :

La tranquillité la plus complète règne dans Madrid. Toutes les boutiques sont ouvertes. On ne rencontre plus de pa-

trouilles dans les rues, et le public y circule comme d'habitude.

Les seuls journaux que nous ayons reçus aujourd'hui sont le *Faro* et le *Heraldo*. Tous les journaux progressistes nous manquent.

La Gazette de Madrid publie plusieurs décrets.

Le premier clôt la législature de 1847, le second suspend toutes les garanties de liberté établies dans l'article 7 de la Constitution. Le troisième met Madrid en état de siège.

Voici la proclamation publiée à ce sujet par le capitaine-général de la nouvelle-Castille :

« BANDO. — Don José Fulgosio y Villavicencio, maréchal-chal-de-camp des armées, capitaine-général de la Nouvelle-Castille, etc., etc., ordonne ce qui suit :

« Art. 1^{er}. La capitale de la monarchie est déclarée en état de siège.

« Art. 2. Ceux qui auraient des armes, de quelque espèce que ce soit, et des munitions, devront les livrer, contre reçu, dans les 24 heures, au commissaire de police de leur district respectif.

« Art. 3. Les chefs de famille donneront avis, également dans les vingt-quatre heures, aux mêmes commissaires, des personnes de leur maison n'appartenant pas à leur famille, dépourvues de papiers ou de passeports en règle.

« Art. 4. Il est défendu de se réunir dans les endroits publics au nombre de plus de cinq personnes.

« Art. 5. Il est également défendu de porter une arme quelconque et de faire entendre des cris qui puissent troubler l'ordre.

« Art. 6. Ceux qui troubleraient la tranquillité, de quelque manière que ce soit, et ceux qui contreviendraient aux dispositions de ce bando, seront jugés, par un conseil de guerre permanent, comme coupables d'attentat contre l'ordre public.

« Art. 7. Nonobstant les dispositions précédentes, les tribunaux ordinaires et les autres autorités continueront le libre exercice de leurs fonctions, conformément à la loi.

« Madrid, 26 mars 1848.

« JOSÉ FULGOSIO. »

Le ministre de l'intérieur a, en outre, adressé à tous les préfets la circulaire suivante :

Après le départ du courrier, les révoltés vinrent troubler l'ordre qui, jusque là, n'avait pas été altéré. Quelques groupes nombreux, composés d'hommes perdus et sans asile pour la plupart, excités par le vin et l'argent qui leur avaient été distribués, tirèrent quelques coups de fusil pour alarmer la population.

Mais le Gouvernement, qui depuis plusieurs jours épiait leurs démarches, était sur ses gardes, et, en quelques instants, il déploya des forces nécessaires pour les châtier et leur donner une rude leçon qu'ils n'oublieront pas de sitôt. Les troupes de la garnison se sont conduites avec une bravoure, une intrépidité au-dessus de tout éloge, donnant ainsi une nouvelle preuve d'amour pour le trône d'Isabelle II, la constitution de l'Etat et l'ordre public.

Le peuple qui, peu d'heures auparavant, jouissait tranquillement des promenades et des plaisirs du jour, s'est comporté avec un bon sens admirable en laissant isolés les révoltés, qui, en peu d'heures, furent délogés de tous les points où ils s'étaient montrés, avec une perte considérable, et en laissant au pouvoir des troupes de nombreux prisonniers.

Dès dix heures du soir, la population était revenue à son état de calme habituel, et, à l'heure qu'il est (minuit), il ne reste d'autres traces de cette tentative que les malheurs qu'elle a occasionnés. Il n'y aurait rien d'étonnant à ce que les ennemis de l'ordre pensassent à renouveler, dans notre capitale, les mêmes scènes de désordre et de scandale. S'il en est ainsi, le gouvernement compte que les autorités et l'armée entière sauront imiter la brillante conduite de la garnison de Madrid, et que l'ordre se conservera à tout prix, en n'omettant aucun des moyens qui sont au pouvoir de V. Exc. et du commandant général, auquel vous donnerez immédiatement connaissance de cette communication.

D'ordre royal de S. M. — Dieu vous garde de longues années. — Madrid, 26 mars 1848. — Sartorius. — A M. le chef politique de... »

Le citoyen Melhaud, ouvrier typographe, a adressé l'allocution suivante à l'assemblée des électeurs travailleurs nationaux, réunis place Saint-Sulpice, dimanche, 2 avril, pour choisir un délégué près du comité des travailleurs du douzième arrondissement. Le citoyen Melhaud a été nommé délégué.

Citoyens, ne croyez pas que je vienne ici briguer l'honneur de vos suffrages par des raisons particulières, je les déclare à l'avance. Je dirai comme tant d'autres bons républicains. « Combien je suis heureux qu'un grand nombre m'aient surpassé pour le bien de ma patrie ! »

Je viens seulement vous parler du mot capital et fondamental de notre Gouvernement, c'est-à-dire la République, ce flambeau d'où rayonnent toutes les vertus sociales, résume en un mot l'intérêt général, d'où dérive naturellement l'intérêt individuel. Ces deux conséquences nous imposent le devoir sacré de coopérer à la réforme et à l'amélioration de la société; elle nous impose aussi le devoir de porter à la connaissance de notre Gouvernement et de tous nos citoyens, l'examen de nos recherches, qui auront pour but de parvenir à la solution de ce sublime et intéressant problème. Voilà, citoyens, l'esprit qui doit nous animer, et la conviction intime que nous devons avoir, soit que nous soyons les organes de nos propres manifestations, soient que nous soyons les interprètes de celles de la société.

Citoyens, marchons courageusement dans la régénération nouvelle, la noblesse des sentiments qu'elle révèle nous garantit la réussite de nos généreux projets. Ne nous laissons pas influencer par les clameurs d'alarme que nous jettent à travers quelques individus qui regrettent le veau d'or, ce moderne Balthazar, abîme de corruption et de scélératesse

qui favorisait toute sorte d'injustice, et était avec ses suppôts la haute et le fléau de l'état. Que ces hommes, dis-je, reviennent à des sentiments honnêtes, et concourent avec nous au bien-être social, au maintien de la République; autrement une réaction les ferait repentir trop tard de leurs intentions anarchiques et contre-révolutionnaires.

Citoyens, ayons toujours présent dans notre esprit que la religion et le travail, et surtout l'agriculture ont été le fondement et sont encore le lien et le soutien de toutes les sociétés humaines.

(Vive la République!)

Faits Divers.

— On écrit de Dreux, 30 mars :

« Un crime horrible vient d'épouvanter la commune d'Ouerre. Samedi, vers la brune, la femme du sieur Gueuret, menuisier, eut besoin de quitter un instant sa maison, où elle laissa seule la nièce de son mari, orpheline âgée de sept ans et demi; quand elle rentra, sur les huit heures, un affreux spectacle s'offrit à ses regards, elle trouva la malheureuse enfant renversée sur le carreau, dans une marre de sang, et donnant à peine signe de vie. Un misérable, après avoir assouvi ou tenté d'assouvir son infâme passion sur cette faible victime, lui avait ouvert et sillonné le bas-ventre avec un couteau. D'affreuses contusions se faisaient en outre remarquer à la tête; un œil était presque sorti de son orbite.

« A la nouvelle d'un pareil forfait, toute la commune resta d'abord frappée de stupeur; bientôt les soupçons se portèrent sur un des habitants nommé Curot, avant déjà subi 18 mois d'emprisonnement pour attentat à la pudeur.

« Dimanche, de grand matin, sur les ordres du maire, Curot fut arrêté par des gardes nationaux, qui durent, pour vaincre sa résistance énergique, le terrasser et le garrotter; ses vêtements, fraîchement lavés à certaines places, son couteau, qu'il avait fallu lui arracher de force, étaient encore maculés de sang; cet homme fut aussitôt amené dans la prison de Dreux, et la justice se transporta, en toute hâte, sur le théâtre du crime.

« Au moment où nous écrivons, la victime n'a pas encore succombé. »

— M. le ministre de l'intérieur vient d'adresser, en date de ce jour, à tous les fonctionnaires de l'ordre judiciaire, civil, militaire et administratif, une feuille de signalements et d'indications relatives à des individus, au nombre de 80, qui se sont évadés des bagnes et des prisons, ou qui se sont soustraits par la fuite à l'exécution de jugements et de mandats qui pèsent sur eux.

Voici un extrait de cette feuille, dont les renseignements peuvent être surtout utiles en ce moment où l'ordre n'est qu'imparfaitement rétabli sur plusieurs points. Nous citons de préférence les indications qui se rapportent à des condamnés.

Joseph-Isidore Sebin, condamné le 14 février 1844, par la cour d'assises de la Seine, à six ans de travaux forcés pour vol, et le 31 mai de la même année, aux travaux forcés à perpétuité pour fabrication de fausse monnaie; évadé le 27 janvier 1848 du bagne de Rochefort, où il était détenu sous le n° 13,666. Ce condamné, de son état tourneur en cuivre et en nacre, n'est âgé que de 20 ans; il est petit, brun, a une cicatrice à l'œil gauche, une verrue au cou; il est tatoué sur le bras droit d'un pot de fleurs au-dessus duquel est une figure d'homme en pied.

François-Louis Amant, condamné à Amiens, le 13 avril 1844, à huit ans de travaux forcés, s'est évadé du bagne de Brest le 7 février 1848; il y était détenu sous le n° 23,070, pour crime d'émission de fausse monnaie; il a 39 ans, est brun, grand, fort, a l'oreille percée et une cicatrice près de l'oreille gauche.

Jean-Louis Ménager, âgé de 30 ans, condamné à Caen, le 15 novembre 1839, à vingt ans de travaux forcés pour tentative d'assassinat volontaire et prémédité, s'est également évadé du bagne de Brest le 7 février 1848. Son n° était 23,887. Il a 30 ans, est de taille élevée, brun, front ridé, barbe rousse, oreilles percées, une cicatrice blanche sur la bosse frontale droite.

Jean-Claude Barthélemy, 29 ans, blond grisonnant, légèrement marqué de petite vérole, une petite cicatrice dans le sourcil droit. Cet individu, originaire de la Meurthe, dont il a l'accent, s'est évadé le 4 mars 1848 du bagne de Brest, où il était détenu sous le n° 22,931, par suite d'une condamnation à quinze années de travaux forcés, prononcée contre lui le 12 juillet 1845, par la cour d'assises de la Meuse.

François Gogardan et Jean Gogardan, son fils, négociants, condamnés l'un et l'autre, le 14 décembre 1847, à 5 ans de travaux forcés par la cour d'assises de la Dordogne, pour banqueroute frauduleuse. Le père âgé de 55 ans, le fils de 25, ayant l'accent méridional très-prononcé.

— La place de la Bourse a offert pendant toute la soirée du dimanche, un spectacle magnifique. A la tombée de la nuit, toutes les maisons environnantes ont été spontanément illuminées en verres et ballons de couleurs, les ifs du monument ont été éclairés au gaz, et présentaient aux regards des curieux des triangles éblouissants de lumière.

Mais ce qui captivait plus particulièrement l'attention au milieu de ces milliers de feux divers, c'était une chaîne de ballons éclairés, partant du faite d'une maison de la rue des Filles-Saint-Thomas, se prolongeant sur toute l'étendue de la place de la Bourse et fixée, du côté opposé, au-dessus d'une des maisons qui font le retour d'équerre de la place; cette ingénieuse et brillante illumination, qui rehaussait et dominait celles des alentours, jointe aux feux de couleurs des fusées, des pièces d'artifice, au bruit des décharges de mousqueterie, des pétards, des chants patriotiques, etc., etc., donnait à la place de la Bourse l'aspect d'un palais vraiment féerique, dans lequel se sont pressés plus de cent mille personnes pendant la soirée.

— Le nommé Duranville, charretier du sieur Fretel, messager à Meulan, revenait hier de Paris, lorsqu'arrivé près de

Nanterre, au lieu dit la demi-lune du Berger, il fut assailli par deux individus qui depuis assez longtemps marchaient à peu de distance de sa voiture. L'un d'eux lui présenta un pistolet en lui disant : « Il nous faut ton argent, et si tu bouges tu es mort ! »

L'autre s'avança, et étant monté dans la voiture, il fouilla le charretier, auquel il défendit de porter les mains à ses poches. Il lui prit une bourse en cuir contenant 210 fr.

Ces individus se sont retirés en ordonnant à Duranville de ne pas quitter l'endroit où il était avant une demi-heure, sous peine de les voir revenir, ils ont disparu à travers champs. Ils étaient vêtus de blouses bleues et coiffés de casquettes.

Duranville avait reçu la majeure partie de l'argent qu'on lui a pris dans une auberge de la barrière où il s'était arrêté, et cet argent lui avait été compté en présence de plusieurs personnes.

— On lit dans le *Moniteur* :

« Aujourd'hui Paris vient d'avoir l'une des plus belles journées qui puissent compter dans l'histoire de notre révolution de 1848, qui en compte déjà un si grand nombre d'admirables. Des placards, répandus dès le matin dans la capitale, avaient inspiré quelques craintes, en annonçant une réunion générale de la population parisienne au Champ-de-Mars. On redoutait une manifestation qui aurait pu alarmer de nouveau le commerce et l'industrie, déjà si troublés.

« On parlait de forcer les citoyens riches à des sacrifices que la loi n'exige pas, et que la violence, à sa place, disait-on, devait exiger. Grâce à l'intelligence et au patriotisme du peuple et de la jeunesse des écoles, cette journée qui s'annonçait sous de fâcheux auspices, s'est magnifiquement passée.

« L'effet en sera certainement immense; le peuple aura prouvé une fois de plus les sentiments qui l'animent; il aura montré qu'il comprend l'ordre moral et matériel de la cité mieux que ne l'a compris jamais aucun des gouvernements qui ont si longtemps méconnu et calomnié ses héroïques vertus.

« Ou s'attendait à une démonstration considérable; elle a eu lieu, elle a duré plus de huit heures; cent mille hommes au moins y ont pris part, et dans ce concours presque innombrable, il n'y a pas eu un seul instant de trouble, un seul cri équivoque, une seule collision, un seul dissentiment. Toutes les âmes n'ont eu qu'une pensée, tous les cœurs n'ont eu qu'une seule émotion, réunir toutes les classes de la population parisienne, toutes les écoles, sans en excepter aucune, depuis l'Ecole Polytechnique et l'Ecole Normale jusqu'à celle des sourds et muets, confondre dans une vaste adhésion la jeunesse et les ouvriers, mêler les travailleurs de toute sorte dans une concorde fraternelle, exprimer au nom de tous la confiance absolue qu'inspire à tous le Gouvernement provisoire : voilà ce que les ouvriers et les écoles ont voulu faire aujourd'hui, voilà ce qu'ils ont fait. C'est un immense service rendu à la patrie.

« Jamais Paris, on peut le dire hautement, n'a vu un jour plus beau, plus pur, plus calme que celui-ci. Il aura, nous l'espérons, des conséquences fécondes. Les proclamations du gouvernement provisoire ont préparé cette touchante unanimité. La grande manifestation d'aujourd'hui la cimentera d'une manière indissoluble : elle contribuera puissamment à ranimer la confiance et à ramener le calme dans tous les esprits.

« Les écoles se sont réunies, à dix heures du matin, sur la place du Panthéon. Le cortège était précédé d'un sapeur du génie, symbole du travail et de l'intelligence; à sa gauche, un élève de l'école normale portait le *Contrat social* couronné d'immortelles; à sa droite, un ouvrier portait une pioche couronnée des mêmes fleurs, et qu'on a déposée comme un souvenir à l'Hôtel-de-Ville. Le cortège s'est rendu au Champ-de-Mars, où les élèves des écoles ont travaillé un instant aux terrassements. Puis, tous réunis, élèves et ouvriers, se servant la main, se donnant le bras, se sont rassemblés au pied de l'arbre de la liberté, en chantant la *Marseillaise*.

« La quête, commencée au Champ-de-Mars, s'est poursuivie le long des Champs-Élysées et des boulevards. Chacun apportait son offrande à la patrie; on levait les mains; on criait *Vive la République!* sur le passage des travailleurs unis. Au milieu d'une foule immense, l'ordre n'a pas été troublé un instant. Les travailleurs sont venus présenter au Gouvernement provisoire l'emblème de leur union, lui offrir leur don patriotique et l'hommage de leur sympathie et de leur dévouement.

« Pendant ce temps, une autre manifestation du même genre se faisait sur la place du Châtelet. Des tables avaient été préparées, et des invitations adressées à tous ceux qui voudraient prendre part à un banquet fraternel d'apporter leurs provisions. Tous les costumes, tous les rangs s'y trouvaient rapprochés et confondus.

« Des délégués de divers clubs y assistaient : entre autres, le club des Incorruptibles, qui avait provoqué la manifestation. Divers discours ont été prononcés par le président de ces assemblées populaires et quelques autres citoyens; ils ont été applaudis avec enthousiasme. Les provisions que l'on avait réunies ont été partagées fraternellement entre tous; puis on s'est rendu processionnellement à la colonne de la Bastille, pour rendre un hommage solennel aux victimes de Février.

« Le plus grand ordre n'a pas cessé de présider à ces fêtes populaires.

« Telle a été cette noble et grande journée : le peuple, la jeunesse, le Gouvernement provisoire peuvent en être fiers. Il y a longtemps que Paris n'avait présenté un tel aspect de fête, de paix et d'union. Le ciel le plus magnifique, un soleil éclatant, n'a cessé de favoriser cette solennité improvisée, qui paraissait une sorte de prodige, si, depuis février, le peuple n'avait constamment donné ces prodigieux spectacles. »

Nous lisons dans le *Moniteur* :

L'association pour l'émancipation intellectuelle a offert au Gouvernement provisoire, son concours actif et dévoué

pour mettre les électeurs illettrés en état d'écrire eux-mêmes leur bulletin de liste pour les élections générales. L'adresse suivante a été lue par le citoyen Victor Jacotot, président assisté du Bureau.

« Citoyens, membres du Gouvernement provisoire,

« Vous avez annoncé que l'instruction devait être désormais gratuite et universelle; vous avez parfaitement compris que si la liberté illimitée de l'enseignement et la diffusion indéfinie des lumières pouvaient avoir des inconvénients sous un gouvernement de coterie, non-seulement elles n'étaient pas dangereuses, mais au contraire elles devenaient utiles et même nécessaires au peuple dès qu'il est souverain.

« Mais cette condition indispensable de la participation de tous au bienfait de l'instruction, est bien difficile à remplir. La lenteur des méthodes et des moyens d'exécution empêchera pendant longtemps encore l'instruction primaire elle-même de parvenir jusqu'aux derniers de nos hameaux. Nous remplissons un devoir en venant vous rapeler qu'il y a une méthode plus expéditive et moins coûteuse que l'ancienne. J. Jacotot, notre maître, a placé un instituteur dans toutes les chaumières, au sein de chaque famille et cet instituteur, c'est le père lui-même, ou la mère, pour qu'on leur donne des livres, le livre de leurs prières, le livre des droits et des devoirs du citoyen, qu'ils doivent apprendre par cœur à leurs enfants.

« Quelle est donc cette méthode? Citoyens, nous ne devons pas abuser des moments précieux de ceux qui ont accepté la tâche glorieuse de gouverner le pays, après une Révolution qui a soulevé les plus grandes questions sociales.

« Nous devons nous borner à dire que cette méthode n'est pas un procédé ni un mécanisme; mais une doctrine morale qui repose sur la connaissance de soi-même. Or, pour se connaître intellectuellement et moralement, il n'est pas nécessaire d'être savant, il suffit d'avoir un métier, d'y réfléchir seul, de chercher sans explications à le pratiquer tous les jours mieux, et de vérifier si l'intelligence humaine ne restait pas toujours la même, soit qu'elle fasse une bêche, une couture, une romance, soit qu'elle résolve un problème de géométrie ou qu'elle déchiffre un passage obscur de grec ou de latin.

« Notre conviction est que la dignité de l'homme ne dépend pas de la fonction qu'il remplit, mais de la manière dont s'en acquitte.

« Cette doctrine assied l'institution républicaine sur une base profondément morale, parce qu'elle repose sur la volonté dirigée par la raison, et qu'elle rend l'homme responsable à ses propres yeux de ses erreurs et de ses fautes. Ayez un défaut de moins, vous aurez bientôt un talent de plus, a dit J. Jacotot.

« Nous le savons; la liberté de l'enseignement est acquise irrévocablement au pays. Nous ne venons pas au nom de cette liberté invoquer le droit d'imposer des lois à l'intelligence ou à la conscience de personne. Au contraire, nous venons leur rendre leur indépendance naturelle, nous venons leur convier tous les citoyens et surtout les citoyens pauvres à l'émancipation intellectuelle.

« Citoyens, ceux qui croient avec J. Jacotot que Dieu a créé l'âme humaine capable de s'instruire seule et sans maîtres explicateurs, et qui ont fait graver cette profession de leur foi sur la tombe de leur maître; ceux qui peuvent et désirent montrer au peuple : Comment une famille peut s'instruire, c'est-à-dire, apprendre la lecture, l'écriture et tout ce qu'elle a besoin de savoir sous l'unique direction du père pauvre et ne sachant pas même lire, comment chaque atelier peut avoir son école de lecture, d'écriture, de dessin, de musique, etc., sans que cela coûte rien; ceux-là, disciples de l'émancipation intellectuelle, viennent offrir au pays que vous représentez leur dévouement pour l'accomplissement de la mission que leur a léguée le fondateur de l'enseignement universel.

« Encore un mot, citoyens, un seul : Si dès l'avènement de la République, on avait pu placer un disciple de J. Jacotot dans chaque canton, il n'est pas un seul électeur qui, dans le délai qui nous sépareit des élections, n'eût pu se mettre en état d'écrire son bulletin et de lire les proclamations du Gouvernement provisoire.

« Malgré l'urgence, nous sommes encore à temps de démontrer la puissance de notre méthode, si notre dévouement est soutenu de votre approbation. »

M. Barthélemy St-Hilaire a fait au nom du Gouvernement provisoire une réponse éloquent dont on a recueilli les passages suivants :

« Vos principes, a-t-il répété par deux fois, sont les seuls vrais. Le Gouvernement vous remercie de votre dévouement à une œuvre aussi éminemment utile, patriotique et désintéressée. Oui, vous entendez généralement la fraternité. Le Gouvernement applaudit à vos efforts; il applaudira à vos succès, et le ministre de l'instruction publique, auquel je vous engage à vous présenter, vous fournira tout l'appui qui sera en son pouvoir. »

De très-prochains avis indiqueront aux travailleurs les salles dans lesquelles ils seront appelés à se réunir pour recevoir les soins gratuits de l'Association.

Tous les bons citoyens qui croient à l'égalité fraternelle et qui en veulent la réalisation républicaine, sont invités à présenter leurs concours à l'association et à envoyer leur adhésion au citoyen A. Guillard, secrétaire générale, rue Guy Labrosse, 2, ou à l'asile St-Hilaire, montagne Ste-Geneviève, 37, au docteur Ratier, fondateur.

Avis. L'association pour l'émancipation intellectuelle se réunira vendredi prochain, de 7 à 7 heures et demie précises à l'institut Jacotot, rue Saint-Honoré, 125.

Le citoyen Rapetti a repris son cours au collège de France, aujourd'hui samedi, à trois heures.

Le rédacteur en chef, GEORGES OLIVIER.

Imprimerie Bonaventure et Ducessois, 55, quai des Augustins.